

صَوْتُ الشَّعْبِ

لسان حال حزب الطليعة الاشتراكية في الجزائر
تأسست في 1966

Seûr el Chab

Organe Central du PARTI de l'AVANT-GARDE SOCIALISTE d'ALGERIE

AU SOMMAIRE

- . CIMOTRA.....P.2-3
- . AFFAIRE "ALGERIE-ACTUALITES".P.4
- . VIOLENCE SUR LES STADES.....P.5
- . ILS NOUS ONT QUITTES.....P.6
- . GORBATCHEV EN CHINE.....P.7
- . SOMMET DE CASABLANCA.....P.8

RENOUVELLEMENT DU COMITE SYNDICAL A EL HADJAR : UNE VICTOIRE DE LA LARGE UNITE D'ACTION ET DE LA DEMOCRATIE

Le 8 Novembre dernier, des milliers de travailleurs du complexe avaient prononcé la dissolution de l'ATU non représentative. Ils avaient dégagé démocratiquement un comité syndical provisoire et élaboré collectivement une plate-forme d'action.

Ces responsables syndicaux informaient en permanence les travailleurs, demandaient leurs avis, s'appuyaient sur eux, ne se substituaient pas à eux.

Dans ce comité et sur la base de la plate-forme, travaillaient côte à côte et dans la confiance mutuelle des syndicalistes de différentes tendances : communistes, militants du FLN, sans parti.

Cependant, et pour des raisons diverses, certaines forces ont tout fait pour s'opposer à ce renouveau démocratique : anciens membres de l'ATU discréditée, ainsi que certains responsables locaux de l'UGTA et du FLN sur lesquels se sont appuyés de gros spéculateurs.

Ces milieux ont prétendu que ce comité n'était pas représentatif et exigé de nouvelles élections. Le comité a accepté. La centrale UGTA a eu d'explicables et regrettables hésitations et ses délégués à El Hadjar n'ont pas joué le jeu démocratique. Finalement, la date du renouvellement fut fixée au 25 Avril 1989. Or voilà que ceux-là mêmes qui exigeaient auparavant les élections, se sont mis à en demander le report.

Une campagne hystérique

Une campagne anti-communiste et anti-ouvrière est alors déclenchée, non seulement dans le complexe, mais aussi dans toute la région de Annaba. Elle a regroupé des gros spéculateurs et affairistes, carriéristes de l'UGTA, ceux qui, dans le FLN et les autres appareils ont des positions anti-communistes et anti-ouvrières.

Des patriotes, des travailleurs furent menacés, frappés, insultés. Des affairistes et des hommes de main étrangers à l'usine y ont pénétré pour troubler les assemblées générales et y créer un climat de violence. Il a été en effet nettement établi qu'ont été présents dans l'usine un bijoutier, de gros commerçants, des hommes de main manipulés par les gros spéculateurs.

Ces forces ont même utilisé certains inams dans des

mosquées pour engager une campagne hystérique et haineuse contre "les communistes", "les athées", "les ennemis de Dieu". Ils désignaient ainsi tous les membres du comité syndical, y compris un hadj.

La réponse des travailleurs

La réponse des milliers de travailleurs d'El Hadjar a été une leçon de maturité, de démocratie, de responsabilité.

A la sortie de l'assemblée générale du 11 Avril où les adversaires de la démocratie ont utilisé la violence pour imposer leurs points de vue, des milliers de travailleurs se sont rassemblés en quelques minutes (suite P.2)

SOLIDARITE AVEC UN HEROS

Le 17 décembre 1988 une explosion suivie d'un important incendie ravage le centre NAFTAL de BATNA. Une véritable catastrophe avait été évitée de justesse, grâce au courage des travailleurs qui ont risqué leur vie pour maîtriser le feu.

11 ouvriers avaient été plus ou moins grièvement brûlés. Notre journal leur avait rendu hommage.

Aujourd'hui, parmi ces 11 ouvriers, 10 ont regagné leurs foyers. Le 11ème est un père de famille de 35ans. Son nom : DJENANE Messaoud. Il est toujours au service des brûlés de l'hôpital de Douéra. C'est lui qui avait eu le réflexe de fermer les robinets de gaz, sauvant d'un coup toute la ville de BATNA d'une véritable catastrophe.

Après plusieurs interventions chirurgicales et des greffes combien douloureuses, l'espoir que DJENANE retrouve l'usage de ses mains diminue. Cet ouvrier, ce héros national, pourra-t-il un jour manipuler la machine, caresser ses enfants et les prendre dans ses bras, fumer simplement une cigarette, faire ses ablutions, serrer la main d'un ami? Cet espoir, Messaoud peut le retrouver s'il est entouré de la solidarité de la masse des travailleurs, s'il sent qu'il n'est pas tout à fait seul face au drame qui le frappe, face à la solitude de ce lit d'hôpital.

Tissons une véritable chaîne de solidarité! Rendons visite à Messaoud! Faisons lui comprendre par notre geste qu'il est un véritable héros! —

CMT : LECONS D'UN ECHEC

En octobre 1988, les travailleurs du complexe moteurs-tracteurs (CMT) de Constantine ont déclenché une grève et décidé, en assemblée générale (AG) de dissoudre l'ATU. Ils mettent sur pieds un comité de délégués provisoire, chargé de préparer le renouvellement démocratique de l'ATU.

L'Union de wilaya (UW) UGTA refuse et gèle ses activités pendant 10 jours pour protester contre la volonté démocratique des travailleurs. Elle sanctionne les sections syndicales et les ATU de la région qui se sont solidarisées avec les travailleurs du CMT. Elle essaie de discréditer le comité des délégués. Elle bloquait le renouvellement de l'ATU.

De son côté le comité provisoire commence à s'écarter de son objectif initial pour lequel il a été élu. Il tend à résoudre les problèmes des travailleurs, mais sans leur participation et sans les informer.

PAR DESSUS LA TETE DES TRAVAILLEURS

Ces faiblesses favorisent les manœuvres anti-démocratiques de l'appareil syndical. C'est ainsi qu'en janvier 1989, l'Union de wilaya UGTA prétend accepter les règles du jeu démocratiques et organise une réunion qui regroupe des membres de l'ancienne ATU dissoute par les travailleurs, quelques membres du comité provisoire des délégués, d'autres travailleurs et

cadres, dans un but d'"apaisement" dit-elle. Sans consulter les travailleurs et sans même préparer collectivement cette réunion, les délégués du comité acceptent d'y participer. Dans ces conditions il leur était difficile de s'opposer aux manœuvres de l'UW. Cette dernière, en effet, leur propose un "compromis": oui à des élections démocratiques avec liste de candidatures ouverte mais auparavant dissolution du comité provisoire des délégués et de l'ATU que les travailleurs avaient déjà balayée! Les délégués acceptent. L'UW pousse l'avantage et demande qu'au cours de l'AG préparatoire il y ait lecture du bilan de l'ATU déjà dissoute et de celui de l'ATU précédente dont le mandat a pris fin en 1987! Les délégués acceptent.

En un mot, les délégués du comité ont remis à l'appareil syndical anti-ouvrier et anti-démocratique le mandat que leur ont confié les travailleurs.

Par la suite l'UW utilisera cette décision pour discrediter les vrais syndicalistes et diviser les travailleurs. Elle utilisera dans ce but le ressentiment des cadres et de la maîtrise provoqué par certaines pratiques ouvriéristes de ces syndicalistes. Elle mettra également en avant des arguments idéologiques et fera alliance pour cela avec les éléments intégristes.

UW UGTA ET INTEGRISTES UNIS

Une violente campagne anti-communiste est alors déclenchée dans les mosquées de la localité.

Les intégristes viennent en force aux deux AG organisées (suite P.3)

(suite de la P.1)

tes. ont manifesté, ont scandé des slogans en faveur de la démocratie, de leurs représentants élus, en premier lieu de DILMI Derradji.

Le jour des élections ils étaient présents massivement pour assurer le déroulement parfait et la régularité.

De l'avis de tous les observateurs, le renouvellement du conseil syndical d'El Hadjar a été un exemple de démocratie. Le comité syndical du 8 novembre a été réélu et élargi.

Les raisons du succès

Ce succès est le résultat de plusieurs facteurs complémentaires et inséparables :

- la détermination des travailleurs à défendre leurs élus car ces derniers défendaient leurs intérêts en s'appuyant sur eux, en les informant et en leur demandant leurs avis. Les travailleurs comprenaient qu'ils étaient responsables, que cette structure qu'ils ont élue était la leur et qu'il fallait la défendre ; c'est LEUR OUTIL DE LUTTE.

- la jonction de cette détermination avec l'attitude positive de la majorité des autorités locales, qui ont pesé en faveur du respect du choix démocratique par la masse des travailleurs du complexe. Ainsi, le wali a fait preuve d'une volonté unitaire et patriotique nette. En dépit de certaines hésitations, la direction du complexe a finalement oeuvré aussi en vue de l'aboutissement positif du conflit. Le gouvernement a délégué un représentant du ministère de l'industrie lourde qui a mené un travail apprécié comme positif par les travailleurs.

Ces facteurs ont permis de trouver une solution favorable aux travailleurs, au complexe, en évitant une situation périlleuse dans une unité qui compte près de 20 000 travailleurs et occupe une place stratégique dans l'économie nationale.

Ce succès doit être préservé. C'est l'affaire de tous. Les élus doivent continuer à gagner chaque jour la confiance de la masse des travailleurs. Que se renforce en permanence ce lien vivant et décisif entre les travailleurs et leurs élus !

CMT : LECONS D'UN ECHEC

(suite de la P.2)

nisées par l'UGTA. Ils monopolisent le micro, intimident, prennent en main la commission technique de préparation des élections. De nombreux ouvriers quittent les AG.

Les syndicalistes de progrès sont déstabilisés. Ils ne se mobilisent pas suffisamment, ne font pas campagne pour que les meilleurs travailleurs soient élus. Ils n'avaient pas préparé ces AG avec les travailleurs. Ils n'ont pas élaboré de programme d'action et ne ripostent pas aux calomnies et aux manœuvres de division. Ils ne proposent pas un plan d'action et ne présentent même pas leur candidature à la commission technique de préparation des élections. Celle-ci dominée par l'UW et les intégristes ne respecte pas les décisions prises par l'AG, notamment celle qui prévoyait que les élections se déroulent dans les cellules homogènes de travail (par atelier).

Les élections se déroulent sans incidents. Les syndicalistes progressistes sont battus. Le premier élu est un intégriste. Il recueille 1100 voix sur les 3500 travailleurs environs que compte le complexe.

DE PREMIERS ENSEIGNEMENTS

METTRE AU PREMIER PLAN LA DEFENSE DES INTERETS LEGITIMES DE TOUS LES TRAVAILLEURS (ouvriers, techniciens, cadres, gestionnaires). C'est la mission N°1 du syndicat qui n'est pas un parti politique. Il faut donc agir en toutes circonstances et quelle que soit la "couleur" politique et idéologique des élus, pour que le syndicat joue ce rôle avec la participation active des travailleurs.

TRAVAILLEURS ALGERIENS DANS L'EMIGRATION : NE NOUS OUBLIEZ PAS

"...Faites connaître nos luttes dans le pays. Qu'on ne nous oublie pas !..."

C'est par ces paroles que les 3 ouvriers émigrés Algériens de Toulouse ont accueilli la délégation de notre parti venue organiser la solidarité en leur faveur.

Ils avaient déclenché une grève de la faim en plein mois de Ramadhan à partir du 10 avril. Le 24 avril, ils avaient été hospitalisés pour complications médicales.

Cette grève faisait suite à une autre grève et à des luttes multiples engagées dès le 31 mars au moment où la direction a licencié 2 d'entre eux et menacé le 3ème de licenciement.

Qui sont-ils ? Il y a BENAMAR Ahmed (15 ans d'ancienneté, 5 enfants à charge), SERRER Habib (15 ans d'ancienneté, 6 enfants), HENTICI Slimane (12 ans d'ancienneté). Ils travaillent à la SOC (société de nettoyage filiale des wagons lits et sous-traitant avec la SNCF).

Leur "faute" ? Avec la CGT ils posaient des revendications légitimes.

La solidarité a été active du côté de la CGT, timi-

2- **ETRE POUR LA DEMOCRATIE, POUR UN SYNDICAT DEMOCRATIQUE DANS TOUS LES CAS.** On ne peut pas être pour ces objectifs seulement quand l'ATU est non représentative puis leur tourner le dos quand il existe une instance représentative dans laquelle on est élu.

3- **CONSULTER LES TRAVAILLEURS ET NE PAS DECIDER LEUR PLACE.**

Toute décision ou tractation derrière le dos des travailleurs conduit à l'échec. Leur information régulière et multiforme (flash d'informations, prises de paroles, débats, etc.) est aussi une condition pour leur mobilisation permanente et démocratique.

RETOUR A LA BASE

En vérité, les syndicalistes progressistes ont été battus par eux-mêmes, par leurs propres faiblesses, par le fait qu'ils se sont écartés dans la pratique des principes qu'ils ont souvent défendus avec fermeté et courage, y compris dans les moments où défendre les intérêts des travailleurs pouvait signifier et signifiait souvent, sanctions, licenciements voire arrestations et tortures. Cette expérience confirme que la confiance des masses n'est jamais un acquis définitif. Il faut la mériter et une fois obtenue il faut la renforcer en faisant davantage confiance aux masses en les aidant à s'organiser, à lutter, sans se substituer à elles.

Aujourd'hui au CMT, il ne s'agit pas de mener une lutte électoraliste revancharde. Il faut agir avec les travailleurs pour que, sur la base de leur expérience et de la conscience de leurs intérêts véritables, ils luttent pour que le syndicat joue correctement son rôle.

de de la part de la CFDT, de l'Amicale des Algériens en Europe et du Consulat d'Algérie à Toulouse. Elle a été nettement insuffisante du côté des travailleurs émigrés de la région ou de ceux des autres unités de la SOC. Les travailleurs émigrés algériens sont en effet terrorisés par la vague de licenciement car ils se sentent dispersés comme des orphelins.

Aux côtés des syndicalistes de la CGT et de tous les démocrates, les communistes algériens dans l'exigration et dans le pays, continuent à défendre les intérêts légitimes des travailleurs émigrés.

LES TRAVAILLEURS DEFENDENT L'ECONOMIE NATIONALE

" Le port de Dellys vient d'être réouvert après 2 mois de fermeture ". C'est ce que vient d'annoncer, en s'en félicitant, le Conseil syndical de l'entreprise portuaire d'Alger dans un communiqué daté du 13 mai. Il rappelle comment les travailleurs des ports d'Alger et de Dellys se sont battus pour s'opposer à sa fermeture et ensuite pour exiger sa réouverture. Il montre enfin quels sont les facteurs de ce succès: la démocratie syndicale, l'unité d'action entre travailleurs, Direction, Ministre. "

L'AFFAIRE D'ALGERIE ACTUALITES": UN ASPECT D'UN PLAN PLUS VASTE

Le directeur d'"Algérie Actualités" a rédigé un éditorial critiquant violemment le gouvernement. Le Ministère de l'information propose que ce texte soit publié en tant que point de vue et non en tant qu'éditorial. Le directeur refuse et le ministère interdit la publication du texte. Que penser de tout cela ?

1- Nous désapprouvons l'acte de censure de fait exercé par le ministère de l'information à l'encontre de l'éditorial de Kamel Belkacen, directeur d'"Algérie-Actualités". Nous considérons que de telles méthodes, quel que soient les intentions de leurs auteurs, desservent la cause de la démocratie, favorisent les divisions, entraînent de faux clivages et la confusion et empêchent les débats clarificateurs.

Nous affirmons cela tout en soulignant que le directeur d'"Algérie-Actualités" est un expert en matière de censure et d'autoritarisme. C'est ce qu'ont d'ailleurs dénoncé les journalistes d'"Algérie-Actualité" dans leur écrasante majorité et à plusieurs reprises notamment dans le n° 1208 de cet hebdomadaire - du 8 au 14 décembre 1988).

Nous soulignons aussi que la situation difficile que traverse le pays, le marché noir généralisé, la dévaluation du dinar, la montée en flèche des prix des fruits et légumes, etc, sont en partie le résultat de certaines mesures prises dans les années 80. Ces mesures, le directeur d'"Algérie-Actualité" les a d'abord appelées de ses vœux puis les a appuyées au nom de la lutte contre la bureaucratie de l'appareil d'Etat, au nom de la libre entreprise, de la loi de l'offre et de la demande, etc. Citons parmi ces mesures la dissolution des CAPCS, l'AIV, l'AIMA, la fin du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

2- Cette "affaire" montée en épingle n'est pas un fait isolé; sinon comment expliquer la publicité lourde, insistante et partisane que lui a donnée la télévision connue et reconnue pour être "hors concours" en matière de censure, de langue de bois.

En vérité cette "affaire" n'est qu'un aspect s'inscrivant dans le cadre plus vaste d'une STRATEGIE DE LA TENSION.

Ce n'est pas le fait du hasard que cet éditorial soit écrit au moment où les gros "trabendistes" engagent une épreuve de force en organisant à l'échelle du pays une véritable opération puissante et impressionnante du marché noir, où se multiplient les rumeurs les plus alarmistes et les plus diverses, où circulent des documents non signés et des faux dénonçant des hauts responsables du pays et de certains services de sécurité, etc.

Toutes ces opérations et d'autres complémentaires, CONVERGENT vers les mêmes objectifs : pousser au pourrissement, dévoyer les luttes de masses, accréditer l'idée que "démocratie = anarchie", que le gouvernement

est "incapable" en s'attaquant à certaines de ses faiblesses réelles mais surtout à celles de ses orientations qui peuvent contribuer à créer une stabilité propice à la solution des problèmes sociaux, à une relance de la production, à une efficacité économique.

3- Cette stratégie est conduite par les gros spéculateurs et affairistes parasitaires, les gros "trabendistes" et leurs représentants politiques dans les différents appareils.

Pour l'instant ces forces ne se montrent pas à visage découvert. Elles se camouflent. Certaines d'entre elles prétendent se prévaloir du Président de la République et de ses orientations.

4- Cette stratégie vise en vérité à freiner et si possible à bloquer le processus démocratique engagé depuis octobre 1988. En tous cas elle vise à lui donner un contenu contraire à la mobilisation populaire et ce la même si certains des partisans de cette stratégie se présentent en paroles comme des défenseurs de la démocratie.

Ces forces pensaient que le processus démocratique allait donner vie à un puissant mouvement en faveur du libéralisme économique. Or il a surtout permis aux masses et aux travailleurs pratiquement censurés et interdits de colonnes et d'antennes depuis de nombreuses années de commencer enfin à exprimer plus ou moins ouvertement leur attachement au progrès et à la justice sociale.

Avec l'élévation du niveau de conscience et d'organisation des masses et les enseignements qu'elles tirent des luttes, ce processus tend vers l'unité dans l'action de toutes les forces patriotiques autour de leurs intérêts convergents et communs.

Or un tel processus isolera ces gros trafiquants liés à l'impérialisme international, notamment US et français. Ils ont donc réagi pour DEFENDRE LEURS INTERETS DE CLASSE ETROITS CONTRAIRES A CEUX DU PAYS, et ce, à un moment où ce dernier a besoin de toutes les énergies patriotiques pour faire face à des dangers qui menacent jusqu'à son indépendance.—

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

- . 100 DA : pour le socialisme.
- . 1000 DA : pour que nos enfants connaissent la démocratie.
- . 2000 DA : pour "Alger Républicain".
- . 1500 DA : pour "Alger Républicain".
- . 60 DA : pour la réparation d'"Alger Républicain".
- . 200 DA : pour la démocratie, contre la torture !
- . 100 DA : pour notre presse indépendante.
- . 200 DA : pour "Saut Echa'b".
- . 150 DA : la terre à ceux qui la travaillent réellement et directement !
- . 100 DA : (une veuve de chahid) : "A la gloire d'Alah et de la patrie" !—

POUR FAIRE RECULER LA VIOLENCE DANS LES STADES

ASSURER L'AVENIR DES JEUNES

Certaines raisons de cette violence sont liées aux problèmes de la pratique sportive : La préparation tactique, physique et psychologique des joueurs est insuffisante. Les fins de saisons sont marquées par des manoeuvres et des marchandages.

Les responsables de la fédération algérienne de football (FAF) changent très souvent, empêchant tout travail sérieux de suivi. Il en est de même pour les entraîneurs qui ne disposent d'aucun statut et qui peuvent être "remerciés" après quelques défaites. Etc.

*CHOMAGE, HOGRA,
DESESPoir*

D'autres raisons de cette violence dans les stades sont d'ordre social et politique. Elles sont les plus importantes.

Les auteurs de cette violence font partie pour l'essentiel des 1 200 000 jeunes exclus de l'école, sans emploi, sans formation professionnelle, sans perspectives. Ils sont marginalisés, se sentent inutiles. Leur colère et leur rancœur sont d'autant plus grands qu'ils constatent que d'autres jeunes de leur âge roulent en Mercedes, BMW et que les spectacles et loisirs sont absents ou hors de leur portée.

Plus encore et jusqu'au 5 octobre en particulier, ces jeunes ont été souvent frappés, insultés, humiliés par différents services policiers pour le moindre prétexte.

N'ayant pas de cadres organiques où ils peuvent exprimer leur mécontentement, trouver des solutions à leurs problèmes, ces jeunes parmi les plus déshérités, utilisent les stades pour exprimer spontanément leur mécontentement. Sous des formes et avec un contenu certes discutables, ils scandent des mots d'ordre politiques pour exprimer leur ras-le-bol. Parcequ'ils sont désespérés, leur violence verbale se transforme depuis ces dernières années en agressions physiques, en destructions, etc.

Ces actes sont sans doute encouragés par des gros possédants et d'autres forces pour diviser les jeunes et créer un climat d'insécurité et de pourrissement.

Ces actes sont aussi favorisés par la violence dans les stades dans le monde, en particulier dans les pays capitalistes. Cette violence exprime l'incertitude de des jeunes de ces pays face à l'avenir (les chômeurs en premier lieu). Elle reflète aussi les aspects négatifs de l'idéologie bourgeoise et des valeurs capitalistes : intolérance, jalousie, goût du

gain, se faire une place au soleil en écrasant les autres, conviction que perdre c'est devenir marginal, etc.

DE PREMIERES PROPOSITIONS

Comme on le voit, le problème est d'envieure. Les mesures préconisées par le ministère de la jeunesse sont certes appréciables. Mais elles sont loin de répondre aux exigences pour faire reculer de façon progressive et durable la violence sur les stades.

A notre avis, il est en particulier nécessaire de mener de front des tâches d'importance variable mais complémentaires. Citons :

- organiser un vaste travail de vulgarisation du football, de ses lois, de ses tactiques et former des journalistes spécialistes en football, capables en particulier d'analyser un match au lieu de se contenter de le décrire comme c'est souvent le cas.

- assurer la stabilité des entraîneurs (statut des responsables de la FAF (élections démocratiques avec un mandat pour une période à préciser) ;

- garantir l'avenir des joueurs : formation professionnelle, stages, cours de perfectionnement, etc.

- multiplier les surfaces de jeu et les structures sportives pour permettre au maximum de jeunes de pratiquer le sport de leur choix.

- organiser des activités culturelles au niveau des quartiers : cours de rattrapage, musique, cinéma, etc.

- aider les jeunes à s'organiser pour trouver un emploi, y compris par le biais de coopératives : réparations (plomberie, électricité...), commercialisation (fruits et légumes en particulier). Pour cela, leur fournir comme avances la matière première, des moyens de travail (tentes par exemple), etc.

- donner la priorité à l'investissement productif créateur d'emplois, à la construction d'établissements scolaires et de centres de formation professionnelle.

- renforcer la vie démocratique.

JEUNES :

Organisez-vous et unissez-vous au niveau de vos quartiers, de vos clubs sportifs, de vos comités de supporters !

Jeunes des différentes régions et des différents clubs : barrez la route à ceux qui veulent vous diviser pour mieux vous exploiter !

En vous unissant votre poids sera plus grand. Faites déboucher ENSEMBLE votre mécontentement légitime pour des solutions justes pour vous et le pays.

Jeunes des milieux populaires et jeunes chômeurs supporters des divers clubs : unissez-vous dans l'action autour de vos aspirations et de vos objectifs communs, en particulier : étudier, travailler, vous loger, vous marier.

ILS NOUS ONT QUITTES...

NOTRE CAMARADE SALIHA

Nous avons appris avec une profonde tristesse le décès de notre camarade Saliha SAADALLAH, suite à une longue et pénible maladie.

Tous ceux qui ont connu Saliha, ont été marqués par sa sensibilité, sa compréhension des choses de la vie, sa solidarité agissante, son sens aigu de la justice sociale.

Membre du PAGS depuis 1973, notre camarade Saliha a développé, au sein de l'Union Nationale des Femmes Algériennes et en dehors d'elle, de nombreuses initiatives en faveur des masses et notamment des jeunes filles et des travailleuses. C'est ainsi qu'à Aïn Bénian sa ville natale, des centres pour les jeunes filles exclues de l'école ont été ouverts et que des crèches ont été créées pour les enfants des travailleuses.

Son domicile était un des lieux où venaient le plus souvent des femmes du peuple pour exposer à Saliha leurs problèmes, leurs espoirs et leurs désespoirs. Elle leur avait une profonde confiance en Saliha, ses conseils, son expérience. Elle était des leurs.

Saliha était revenue dans son pays après 5 mois de soins passés à l'étranger. Elle pensait être guerrie.

Elle avait écrit une lettre touchante au personnel hospitalier. On y lisait notamment : "...Je rentre aujourd'hui chez moi en pleine forme, amoureuse de la vie et merci GRACE A VOUS TOUS..."

Les dernières pensées de Saliha ont été pour son parti, sa joie de savoir qu'il pourra travailler dans la légalité, au grand jour.

Encore une fois, nous exprimons notre émotion devant cet événement douloureux. Mais nous disons à Saliha, qui a donné le meilleur d'elle-même à son pays et à son parti : Tu restes vivante dans nos cœurs et dans les luttes que nous mènerons aujourd'hui et demain.

OFFENSIFS ET VIGILANTS

Un tract a circulé à GRAREM (entre Constantine et Djijel) attribué faussement au PAGS.

Un autre faux tract daté du 30 Avril 1989 a circulé et a été adressé aux agences de presse nationales et internationales. Ce faux tract a prétendu dénoncer un autre faux tract du PAGS en utilisant le titre de "Saut Echa".

Plus récemment encore l'agence AFP a prétendu que le PAGS avait participé à la réunion des partis qui ont publié un communiqué commun. Au nom de notre parti, notre camarade Abdelhamid BENZINE a formellement démenti cette information en adressant une mise au point aux agences de presse concernées.

Par contre, notre déclaration du 9 mai, authentifiée et qui a été remise à la presse nationale et internationale n'a pas été diffusée.

Elle concernait pourtant l'appréciation de notre parti sur la situation du pays. Elle aurait mérité d'être connue, discutée, critiquée par tous ceux et toutes celles qui s'interrogent sur le présent et l'avenir.

NOTRE CAMARADE CHAABANE

Nous apprenons avec une vive émotion que notre camarade TOUHAN, que nous appelions affectueusement Chaabane, est décédé le 4 Juin dernier à Saint Denis dans la banlieue ouvrière de Paris, à la suite d'une longue maladie. Il était âgé de 66 ans.

Ancien militant du PPA et de l'OS dans la région de Tizi Ouzou, il émigre en France au début des années 50. Il y exerce divers métiers tout en menant une intense activité syndicale. Il adhère ensuite au PCA et assure d'importantes responsabilités dans l'organisation de nos travailleurs émigrés pendant notre guerre de libération.

A l'indépendance, il continue de militer au sein de son parti et pour son idéal socialiste, en assurant des tâches souvent ingrates. Son dévouement et son efficacité exemplaires s'accompagnaient d'une grande ouverture d'esprit.

Que notre camarade Chaabane sache qu'il ne sera pas oublié!

A son épouse et à sa famille, nous présentons nos condoléances attristées et les assurons de notre fraternelle solidarité.

ANTICOMMUNISME ET DEMOCRATIE

En vue du congrès de l'Union des sociologues et économistes (USEA), la section d'Oran de cette Union professionnelle a élu en toute démocratie ses délégués. Un militant du FLN, soutenu par les milieux hégémoniques et anti-démocratiques n'a pas été élu. Il a violemment contesté les résultats des élections. Dans un tract qu'il a signé illégalement au nom de la section d'Oran de l'USEA, il accuse les membres du PAGS(?) d'avoir dirigé les élections à leur profit. La réponse de la section a été de convoquer une nouvelle assemblée générale. Celle-ci a procédé à un vote qui a renouvelé la confiance aux délégués élus.

A l'Université Houari Boumédiène de Bab Ezzouar (Alger), un groupe de carriéristes du FLN, de l'UGTA et d'éléments de l'administration soutenu par le recteur et les instances locales de l'UGTA, a tenté de remettre en cause le syndicat élu démocratiquement par les enseignants et travailleurs de l'université. L'union communale UGTA de Bab Ezzouar décide la dissolution du syndicat de l'université. Le recteur s'est déplacé à l'UT UGTA de Dar El Beida pour lui demander de ne pas reconnaître ce syndicat qui est empêché d'agir.

La dernière semaine de Mai, les travailleurs sont venus en masse désavouer les diviseurs et les destructeurs du syndicat. En assemblée générale, ils ont renouvelé leur confiance à leur syndicat.

Il s'agit par ces faux de jeter la confusion, d'augmenter la tension. Nous appelons les forces patriotiques et progressistes à être plus offensives et plus vigilantes à l'égard des manœuvres de division.

GORLATCHEV EN CHINE :

UNE NORMALISATION AU SERVICE DE LA PAIX, DE LA COOPERATION ET DU PROGRES SOCIAL

La visite officielle en Chine du premier responsable soviétique revêt un caractère historique de grande portée internationale. Elle intervient trente ans après la rupture entre les deux partis communistes, les dirigeants des deux pays. Elle est le fruit de l'expérience des deux partis et des deux pays et de l'évolution de la situation internationale. Elle est liée à la conviction partagée du caractère impératif de la paix mondiale et de la nécessité de l'intégrer dans toute action politique au niveau bilatéral ou multilatéral. Elle découle d'une conscience élevée que le développement économique et social, le progrès de la science et de la technique au service de l'humanité, une coopération internationale fructueuse, ne peuvent être assurés que dans la paix. Cette visite se fonde sur une volonté commune de mettre en oeuvre l'énorme potentiel et les grandes réserves du socialisme, dans le respect de la diversité des voies, du libre choix des peuples et de l'avantage mutuel.

Les résultats de la visite, en normalisant les relations entre les deux Etats et les deux pays, constituent une contribution éminente au processus de paix et de détente internationales.

POUR LE REDRESSEMENT DU PAYS

A PROPOS DE L'EMPRUNT DE SOLIDARITE"

Le gouvernement vient de lancer un Emprunt dit de Solidarité pour mobiliser l'épargne privée et éponger le surplus de monnaie en circulation pour les investir dans les actions de développement. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts visant à orienter l'épargne vers l'investissement productif plutôt que vers la spéculation et la consommation. Nous en soutenons le principe. Cependant la campagne d'explication qui se fait autour de cette mesure n'est pas de nature à lui créer les conditions d'un grand succès. Les travailleurs modestes et les familles populaires n'en comprennent pas la signification ; leurs faibles revenus et la hausse des prix ne leur permettent pas d'épargner. Ceci est aggravé par les rumeurs et les campagnes hostiles à l'action du gouvernement.

Il est indispensable de consolider cette campagne en engageant aussi une lutte organisée, permanente et sans merci, contre l'évasion fiscale évaluée aux environs de 20 milliards de dinars !

ET DE LA VIGNETTE AUTO

Dieu qu'elle ait contribué à grever les budgets des travailleurs et de citoyens aux revenus modestes (et qui souvent ont consenti beaucoup de sacrifices pour acquérir une voiture), la vignette-auto aurait suscité une plus grande adhésion si les objectifs avaient été largement explicités. Son produit est destiné à

JORDANIE : LIBEREZ LES DETENUS

La répression contre les démocrates et les communistes se poursuit. Plus de soixante de nos camarades jordaniens dont 7 membres du comité central sont en prison. La direction du parti communiste pourchassée est obligée d'entrer en clandestinité pour poursuivre son activité. Le pouvoir jordanien, soutenu par l'impérialisme, veut faire payer au parti frère et à ses militants la part qu'ils ont pris dans le vaste mouvement de protestation des masses jordaniennes contre la hausse des prix et les mesures d'austérité imposées par le FMI (Fonds Monétaire International).

Soyons solidaires de leur lutte pour "le pain et la démocratie". Exigeons l'arrêt de la répression et la libération de tous les détenus. Envoyons des télégrammes en ce sens à l'ambassade jordanienne à Alger.

LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT

Dans plusieurs régions du pays et à l'échelle nationale, les gros propriétaires fonciers (GPF), dont les terres avaient été nationalisées ou limitées par la révolution agraire (RA) ont été encouragés par le morcellement des terres des anciens domaines de l'Etat. Ils ont ainsi engagé diverses actions pour obtenir la récupération des terres de la RA. Ces derniers temps, ils semblent avoir décidé de les reprendre par la force en chassant les paysans.

C'est le cas de la famille EL HOUARI, gros propriétaires terriens dans la localité de BEN KHELLIL (Boufarik). Ses membres et ses alliés ont occupé de force, à la fin du mois de Mai, les terres d'une exploitation collective attribuée à trois fils de chahid.

Les services de police sont intervenus et ont mis en état d'arrestation 15 membres du clan EL HOUARI. Lors de leur présentation au tribunal, plusieurs centaines de paysans, membres des EAC, étaient présents pour montrer leur solidarité et leur détermination à défendre la terre qu'ils travaillent. Les GPF présents pour tenter de faire pression sur la justice, ont provoqué les paysans. Des heurts ont eu lieu. La police est intervenue pour séparer les deux parties.

Réunis en assemblée générale, 200 fellahs environ de la daïra de Boufarik ont pour l'essentiel dénoncé les menées de ces anciens GPF contre les EAC.

contribuer à financer le programme de création d'emplois pour les jeunes. Un tel objectif mérite une large campagne d'information et le compte-rendu régulier de la façon dont les 50 millions de DA, qu'il est prévu de ramasser grâce à la vignette, sont utilisés sur le terrain.

L'UNITE DOIT SERVIR LA CAUSE DES PEUPLES ARABES ET LA PAIX

La ligue arabe a eu, encore une fois, recours à un sommet extraordinaire, pour examiner l'évolution en cours dans la région. L'importance de ce sommet est liée au contexte international et régional caractérisé par :

a) le renforcement du processus de détente internationale et d'une volonté internationale plus grande.

Grâce à l'offensive de paix de l'URSS et à l'attachement grandissant des peuples à la paix, il y a tendance à recourir aux moyens politiques, au dialogue et à la négociation pour le règlement des problèmes régionaux, dont celui du Moyen-Orient avec sa question centrale, la question palestinienne.

b) la poursuite de l'Intifadha entourée d'une solidarité arabe et internationale sans précédent. Un soutien de plus en plus actif est accordé à la démarche stratégique de la paix inaugurée par l'OLP depuis la dix-neuvième session de son Conseil National, tenu à Alger qui a débouché sur la proclamation de l'Etat de Palestine. Une telle démarche dans un contexte de détente a imposé le dialogue palestino-américain, les visites officielles du Président Arafat dans certains pays d'Europe occidentale, notamment en France, en Italie, et en Espagne. Elle a déjà mis en échec, en l'isolant, le plan Shamir relatif à de pseudo élections dans les territoires occupés. Elle a renforcé la coordination arabe, où l'Egypte retrouve peu à peu sa place sur la base du 19ème conseil national de l'OLP. Ce qui dans les faits est une négation des Accords de Camp David.

c) L'aggravation de la crise libanaise attisée par l'occupation et l'intervention israélienne de même que par l'immixtion de l'impérialisme américain et français soutenus par certaines forces de la réaction arabe. Il s'agit d'un processus qui crée une situation de tension avec une menace d'explosion de la région. Cette situation exige l'esprit de réconciliation nationale, pour la sauvegarde du Liban, de son arabité et de son intégrité territoriale.

d) L'arrêt des hostilités entre l'Irak et l'Iran qui crée une situation nouvelle dans la région du Golfe et exige que se développe et soit soutenu le processus de paix, dans le cadre de la mise en oeuvre des résolutions de l'ONU.

e) Le développement de la crise économique et sociale marquée par une diminution grave des revenus pétroliers, le poids grandissant de la dette extérieure au niveau de certains pays, ainsi que l'intervention du FMI et de la BIRD débouchant récemment sur des explosions populaires comme en Jordanie ou en Egypte.

Un tel contexte international et régional nécessite que toutes les énergies arabes s'orientent vers la re-

cherche d'un nouveau consensus qui s'appuie sur les réalités nouvelles et qui vise une contribution active et solide pour la consolidation d'une paix indiscutable en particulier des droits nationaux du peuple palestinien et de la sauvegarde du Liban.

UN NOUVEAU CONSENSUS ARABE

Le sommet de Casablanca a effectivement agi dans le sens de la réalisation d'un tel consensus au sein du monde arabe. En effet :

a) L'Egypte a réintégré les rangs de la Ligue arabe sur des bases justes ;

b) L'assainissement des rangs arabes a été engagé, principalement entre l'Egypte et la Libye, entre l'OLP et la Syrie ;

c) Un soutien clair et actif a été donné à la stratégie de paix de l'OLP. Un comité a été désigné pour créer les conditions internationales et régionales pour la convocation d'une conférence internationale sur le Moyen Orient avec la participation de l'OLP.

d) Un comité tripartite de Chefs d'Etat a été chargé d'apporter la contribution arabe pour le règlement de la crise libanaise, basée sur le cessez-le feu, l'élection présidentielle et la constitution d'un gouvernement d'entente nationale.

* *

Il reste à approfondir le consensus ainsi réalisé par le respect des droits nationaux des peuples arabes, notamment ceux du peuple palestinien et du peuple libanais et pour que se renforce la coopération économique, culturelle, technique et scientifique entre tous les pays arabes. C'est la voie qui permettra la contribution arabe positive aux mutations en cours à l'échelle internationale, principalement par la mobilisation des peuples arabes.

L'Algérie qui a joué un rôle important pour la tenue avec succès de ce sommet, doit prolonger le consensus positif réalisé par la mobilisation et l'unité d'action de toutes les forces patriotiques et démocratiques de notre pays.

RENCONTRE PCT-PAGS

Au cours du séjour qu'elle a effectué en Tunisie à l'invitation du Parti Communiste Tunisien, une délégation de notre parti, dirigée par le camarade Ahmed MAHI, membre de la direction nationale, a eu des entretiens avec une délégation du parti frère tunisien. A l'issue de ces entretiens, un communiqué de presse a été adopté le 13 mai dont le texte intégral a été publié par notre parti.